

## Woodrow Wilson Ou le président qui voulut la paix

*Hervé Dumez*

**L**e garçon regardait son père monter à l'ambon. De la barbe noire et drue sortait alors la parole, comme venant d'ailleurs, d'en-haut, inspirée, qui électrisait l'assistance de l'église presbytérienne. Trop chétif pour aller à l'école, c'est cette voix aussi qui, la semaine, lui faisait classe. Le verbe paternel ne le quittait donc pas.

Vint la guerre, qui ravagea le Sud mais, à la différence d'Atlanta voisine, détruite, Augusta où ils vivaient fut épargnée par le conflit. Elle serait juste traversée par les troupes sudistes défaites et hagardes, puis par les Nordistes emmenant Jefferson Davis, le président de la confédération du Sud, enchaîné aux chevilles, vers sa prison de Fort Monroe. Le petit Tommy Wilson gardera de ces images le sentiment très fort de la barbarie de toute guerre, suivie toujours d'une paix difficile.



Quelques années plus tard, c'est un adolescent dévoré de l'ambition de dominer les autres par ses discours, lui aussi, mais isolé, fuyant les contacts. Dans une de ses compositions, il s'interroge même : « *Pourquoi se préoccuper des hommes quand on a Dieu et une intelligence ?* » Il est en effet persuadé d'être en relation directe avec le Tout-Puissant, ce qui le met à part des autres. Ses actes, à ses yeux, ne peuvent qu'être bons, droits et justes, puisque directement inspirés par un esprit venant de très haut. Théodore Roosevelt raillera pourtant son peu de charisme, notant qu'il ressemble trop à un préparateur en pharmacie pour être jamais élu comme président des États-Unis. Mais Wilson compense par sa faculté oratoire, peut-être du fait de cette conviction intime : « *Il avait l'air possédé* », note un de ses biographes, « *il mettait dans chaque discours une passion intense qui aurait suffi pour une demi-douzaine d'allocutions ordinaires.* » Comme son père, il arrive maintenant à toucher profondément un auditoire. Son ambition est minée, pourtant, par la maladie : les migraines apparaissent dans son enfance, et elles peuvent le tenir durant des semaines entières. Son système digestif se

dérègle facilement et l'empêche de mener une vie tout à fait normale. En 1896 se déclare une paralysie de la main.

Ayant commencé une carrière de professeur, il est élu en 1902 président de Princeton. Les premières années sont brillantes puis tout se tend. Le 28 mai 1906, il se réveille avec une cécité de l'œil gauche. Le diagnostic est celui d'une artériosclérose cérébrale qui, très probablement, atteint son psychisme et le rend têtue et colérique. Lassé de l'université, il revient à son vieux rêve, la politique, et se présente comme gouverneur du New Jersey. Pour battre les Républicains, les Démocrates ont besoin d'un candidat d'envergure et, en tant que président de Princeton, il jouit d'une certaine célébrité locale. Mais surtout, la communauté irlandaise qui domine le parti local cherche en réalité un homme de paille, qu'elle pourra manipuler, et ce professeur idéaliste dénué d'expérience politique est le candidat idéal. Une fois élu, Wilson brisera sans état d'âme la puissance de ceux qui l'avaient porté au pouvoir. Le nouveau gouverneur multiplie les déplacements et les discours au point qu'*Harper's Weekly* finit par lancer en couverture : « *For President: Woodrow Wilson* ». Là encore, une équipe va travailler dans l'ombre, et notamment Edward Mandell House, dit le colonel House, l'éminence grise du parti. Elle va pouvoir profiter de la division des adversaires. Theodore Roosevelt, déçu par son successeur, William Taft, se lance dans la campagne contre lui. Fait rarissime dans la politique américaine, cette année-là trois candidats sont donc en course. Wilson l'emporte, un peu par défaut et par surprise. Élu comme le vingt-huitième président des États-Unis, il prend ses fonctions en mars 1913. Lors de la campagne, il avait écrit à son amie – et probablement maîtresse – qui l'avait encouragé : « *Le prochain président des États-Unis aura une tâche d'une difficulté à briser son cœur – j'y sacrifierai probablement ma vie si je dois être élu.* »

\*  
\*\*

Dans son discours inaugural, il déclare dans la veine qui sera toujours la sienne : « *Ceci n'est pas un jour de triomphe, c'est un jour de consécration : les cœurs des hommes nous attendent, la vie des hommes est suspendue ; l'espoir des hommes nous interpelle pour savoir ce que nous allons faire.* » En politique intérieure, il fait passer les réformes importantes qu'il avait annoncées : l'élection des sénateurs au suffrage universel, la création de la réserve fédérale. En politique étrangère, il gère les troubles avec le Mexique et prône la liberté des mers. Pour désamorcer les tensions que tout le monde sent monter en Europe, il y envoie le colonel House. Leur idée à tous deux est de proposer aux différents États européens une alliance avec l'Amérique, incluant des politiques de détente et de désarmement. Le Kaiser semble ouvert, les Britanniques également, quoique empêtrés dans la question irlandaise. Mais le 28 juin, François Ferdinand et son épouse sont assassinés à Sarajevo. Sur le bateau du retour, House apprend l'envoi de l'ultimatum de Vienne à la Serbie.

La *First Lady* s'éteint au moment même où Wilson apprend le déclenchement de la guerre en Europe. Un témoin raconte que la nuit, les volets de la Maison Blanche étant fermés, le président erre seul dans

les couloirs s'adressant hagar à toute personne qu'il y rencontre : « *Ô mon Dieu, que dois-je faire ?* »

Quelle décision prendre, en effet ? La minorité allemande est nombreuse et influente aux États-Unis. La France est un vieil allié, mais elle s'est elle-même alliée à la Russie dont de nombreux immigrants juifs ont fui les pogroms. Les Britanniques sont amis, mais la répression qu'ils exercent en Irlande suscite l'hostilité des Américains originaires de cette dernière. Aucune raison ne pousse donc l'Amérique d'un côté ou de l'autre. Son seul problème est que ses navires sont menacés d'un côté par la Royal Navy qui entend exercer un blocus maritime total de l'Allemagne, de l'autre par les sous-marins allemands qui coulent les cargos qui ravitaillent la Grande-Bretagne et lui apportent des armes. Wilson déclare l'Amérique neutre. Quelques années auparavant, Théodore Roosevelt avait servi de médiateur dans le traité mettant fin à la guerre russo-japonaise : House suggère à Wilson que, présidant un grand État neutre, il peut être l'homme de la paix en Europe, ce qui rejoint les idéaux de ce dernier. Mais cette position est-elle tenable ?

Chose inattendue, la guerre s'installe dans la durée. Wilson renvoie donc le colonel en Europe en janvier 1915, sur le Lusitania. Arrivé à Londres, le secrétaire au Foreign office, Sir Edward Grey lui souffle qu'à l'issue du conflit le monde aura besoin d'une conférence internationale permanente entre les nations, et House retient la suggestion. Puis il rencontre à Paris le ministre des affaires étrangères, Delcassé, avant de se rendre à Berlin. Retour ensuite à Paris, et à Londres. La France veut retrouver l'Alsace et la Lorraine, les Allemands ne veulent pas céder, ni évacuer la Belgique et le Nord de la France, et House sait qu'il est trop tôt. Aucune offensive, ni d'un côté ni de l'autre, n'a été décisive : personne n'a encore réellement peur de la perdre. Le 7 mai, il rencontre le roi George V qui lui demande : que feraient les États-Unis si un sous-marin allemand s'en prenait à un navire américain ? Le soir, lors d'un dîner à l'ambassade, une dépêche est apportée : le Lusitania vient d'être torpillé avec des citoyens américains à bord.



Paris (15 août 2021)

Au pays, Wilson fait devant le Congrès un de ces discours à haute teneur morale qui ressemble aux prêches de son père – paix et neutralité malgré l'agression : « *On peut concevoir un homme dont la fierté l'empêche de se battre. On peut concevoir une nation si sûre d'être dans son bon droit qu'elle n'a pas besoin de le démontrer par la force.* » Vifs applaudissements de la salle, mais très mauvais accueil de la part de la population qui est sidérée par une position que le monde entier peut assimiler à une lâcheté. Averti de ces paroles à Londres, House est lui-même abasourdi par une telle maladresse.

Il ignore que durant son séjour en Europe, le président, veuf de peu, est tombé éperdument amoureux. La chose occupe son esprit presque exclusivement, plus que la politique internationale. House note qu'il a de plus en plus de mal à capter l'attention du président et que ce dernier ne supporte plus les nouvelles désagréables. Par ailleurs, 1916 est marquée par la campagne présidentielle et Wilson commence à préparer sa réélection.



L'équipe de campagne a adopté pour thème : le président qui a réussi à maintenir les États-Unis en dehors de la guerre. Lui-même laisse faire, mais ne reprend jamais à son compte le slogan. C'est qu'il a lui-même évolué : comme House, il pense que l'entrée en guerre est désormais inévitable et le mot d'ordre est désormais *preparedness*. Le pacifiste prépare discrètement l'entrée en guerre en renforçant la marine et en essayant de mettre sur pied l'armée dont le pays ne dispose pas. Son ambition reste la même : réussir à imposer la paix par ses discours, mais le moyen a radicalement et paradoxalement changé – la paix, non plus par la neutralité mais par l'engagement dans le conflit.

House reprend alors encore une fois le chemin de l'Europe. En Grande-Bretagne où il a débarqué, il est désormais frappé par la haine à l'égard de l'Allemagne et la méfiance à l'égard de toute initiative américaine qui pourrait permettre aux militaristes germaniques de trouver une issue favorable à la guerre. À Berlin, le gouvernement avec lequel il discute a de moins en moins de pouvoir, les militaires ayant pris l'ascendant sur la politique allemande. C'est à Paris qu'a lieu l'entretien le plus important, un dîner avec Aristide Briand. Chacun comprend que les États-Unis n'interviendront que si les Alliés flanchent, et si tel est bien le cas, ils proposeront des négociations de paix. L'idée que House fait partager à Wilson à son retour est que les États-Unis doivent proposer une négociation de paix que les Alliés pourront accepter, que l'Allemagne refusera, ce refus entraînant l'entrée des États-Unis dans la guerre. Quelques jours plus tard, l'artillerie allemande ouvre le feu à Verdun. Une fois encore, toute proposition de discussion de paix s'effondre.

Ce sont les militaires allemands qui vont fournir l'occasion de la décision cruciale. Sentant que les États-Unis s'orientent vers une intervention aux côtés des Alliés, ils veulent les prendre de vitesse et les empêcher d'envoyer des troupes en intensifiant la guerre sous-marine. Fait aggravant, ils encouragent le Mexique à entrer en guerre contre leur voisin et ennemi afin de créer un point de fixation sur le continent américain. Les Anglais qui ont intercepté un télégramme envoyé en ce sens par Berlin à Mexico le transmettent à Wilson. Ce dernier sombre dans les migraines et la dyspepsie, mais, dans ces conditions, il réalise que l'entrée dans la tourmente est devenue inévitable. Se sentant assez peu concernés par ce qui se passait en Europe jusqu'ici et peu enclins à voter en faveur de la déclaration de guerre, les États du Sud prennent eux-mêmes brusquement conscience d'une menace germano-mexicaine possible à leur porte.

Le 31 mars 1917, dans la nuit, Wilson se lève, enfle une robe de chambre, s'installe sous le portique sud de la Maison Blanche, et tape lui-même son discours sur sa petite machine à écrire. Ce n'est pas ce qu'il a souhaité, mais aucune autre option ne lui paraît plus envisageable, ce qu'il formule très étrangement : « *Il ne nous reste plus qu'une décision, à laquelle nous nous refusons, c'est de nous soumettre.* » C'est que la guerre dans laquelle il entre à reculons sera une guerre pour la paix : « *Nous n'avons aucune querelle avec le peuple allemand ; nous n'avons d'autres sentiments à son égard que la sympathie et l'amitié. Nous sommes heureux de combattre pour l'ultime paix du monde et pour la libération des peuples, le peuple allemand compris, pour les droits des nations, grandes et petites, pour la liberté des hommes de choisir leur ligne de conduite et leur obéissance. La sécurité doit régner dans le monde pour la démocratie.* »

Le 2 avril, ces mots sont acclamés au Congrès mais lorsque, rentré à la Maison Blanche, il se retrouve seul dans le bureau ovale avec son secrétaire, le président s'effondre : « *il sortit son mouchoir de sa poche, essuya les grosses larmes qui remplissaient ses yeux et, posant la tête sur le bureau, il sanglota comme un enfant.* ». En déphasage avec l'enthousiasme qui règne dans le pays, lui pense aux jeunes soldats inexpérimentés qui vont partir se faire massacrer en France. Le Sénat, puis la Chambre, votent tour à tour l'entrée dans le conflit. Le 6 avril, les États-Unis sont officiellement en guerre. Wilson qui pleurait quelques jours avant est transformé : il se voit comme un croisé contre les dirigeants des empires centraux qui l'ont forcé, lui le pacifiste, à se muer en chef de guerre. À l'exception des régiments noirs, placés sous commandement français, les troupes américaines opéreront en autonomie et leur poids sera décisif dans le brisement des quatre offensives de Ludendorff qui avaient amené les armées allemandes à nouveau aux portes de Paris, quatre ans après la Marne.

Wilson n'est pas naïf. Les Britanniques et les Français ont été réticents à ses propositions de paix de 1916. Sans les connaître, il soupçonne que leurs buts de guerre vont au-delà de ce qu'il considère comme raisonnable : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la libération des départements français et des territoires belges occupés par les Allemands. Il considère quant à lui qu'il faut une paix sans victoire et donc définitive. Les États-Unis se battent aux côtés des Alliés, mais pour des buts de guerre autonomes. Wilson charge House de constituer un groupe, comportant des journalistes, des historiens, des juristes, qu'on appellera The Inquiry et qui est chargé de réfléchir à toutes les questions impliquées par le conflit. House convainc le président qu'il doit rendre publics les buts de guerre des États-Unis, qui serviront de base aux négociations de paix, coupant l'herbe sous le pied des buts de guerre maintenus secrets des Alliés.

Les deux hommes vont travailler ensemble à ce qui va devenir « les quatorze points ». Le premier est la renonciation à la démocratie secrète : toutes les discussions entre pays doivent désormais être publiques et transparentes. Le deuxième est la liberté des mers. Le troisième prône l'abandon des barrières économiques dans le commerce mondial. Les

autres traitent surtout des problèmes européens : le sort de l'Alsace-Lorraine, la constitution d'un État polonais et d'États créés à partir des nationalités de l'empire austro-hongrois sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La présentation au Congrès est une réussite. Le New York Tribune commente : « *En un seul discours, le président a transformé le caractère et a rompu avec toutes les traditions de la politique américaine. Il a établi une politique mondiale américaine, ainsi que son idée de la politique internationale, dans tout le monde civilisé. Les mots du président sont les mots de cent millions d'hommes.* » Imposer au monde une paix éternelle est alors devenu l'objectif affiché de la guerre. Lorsque l'Allemagne comprend qu'elle a perdu, son chancelier s'adresse directement à Wilson, le 5 octobre 1918, pour une demande d'armistice sur la base des quatorze points. Clémenceau avait par avance manifesté son scepticisme : « *Dieu nous a donné les Dix Commandements et nous les avons enfreints. Wilson nous donne les quatorze points. Nous verrons.* » Dans un premier temps, l'armistice met fin aux hostilités. Quant aux négociations de paix, elles ne font que s'ouvrir.

\*\*  
\*\*

« *Dans l'histoire de l'humanité, son avenir a rarement dépendu à un tel point d'un seul homme qu'il ne dépendit de Wilson* », note Freud dans le livre qu'il lui a consacré. Jamais autant de peuples n'avaient mis autant d'espoir

dans un seul homme. Parfaitement conscient des attentes qu'il a suscitées, décision exceptionnelle pour un président des États-Unis, il décide de se rendre en Europe, pour plusieurs mois, afin de défendre sa paix. Jamais des foules ne se rassemblèrent à Paris en tel nombre, de la gare du bois de Boulogne à l'avenue de la Grande Armée, aux Champs-Élysées, à la place la Concorde, au pont Alexandre III, pour acclamer un



Paris  
(11 novembre 2021)

homme. Et l'accueil fut le même à Londres, à Bruxelles, et à Rome, lorsqu'il s'y rendit. Lui qui se sentait investi d'une mission divine se trouva confirmé dans cette conviction et sans doute entendit-il en son for intérieur : « *Béni soit celui qui vient au nom du Seigneur !* », ce qui d'ailleurs devait présager l'ouverture d'un chemin de croix. Jamais, en tout cas pareil, désenchantement ne suivit aussi rapidement.

À Paris, Wilson se trouve en effet face aux redoutables dirigeants des trois pays qui ont connu l'horreur du conflit. L'Italie a longtemps hésité entre la neutralité, rejoindre les empires centraux ou les Alliés. Elle a négocié au plus offrant, c'est-à-dire l'alliance qui lui donnerait le plus de nouveaux territoires : le Trentin jusqu'au col du Brenner, Trieste, l'Istrie et une partie de la Dalmatie, ainsi qu'une partie des colonies allemandes en Afrique. Vittorio Emanuele Orlando a redressé le pays

après le désastre de Caporetto et réussi à placer l'Italie dans le camp des vainqueurs. Il n'entend pas se faire gruger. Lloyd George veut mettre un terme définitif à la puissance navale allemande et contrôler, avec la France, le Moyen-Orient. Clémenceau, enfin, a pris les rênes du pays qui a payé le prix le plus fort, et pas seulement en termes de morts : une grande partie de son territoire a été ravagé, son industrie détruite, les Allemands ayant même noyé les mines de Lens dans les toutes dernières semaines de la guerre, juste avant d'évacuer la région. La France veut évidemment récupérer l'Alsace-Lorraine et les territoires du Nord occupés durement par les Allemands durant quatre ans. Mais elle veut aussi être dédommagée pour l'ensemble des pertes subies et s'assurer que l'Allemagne ne déclenchera pas une nouvelle guerre contre elle. Il lui faut des réparations et des gages, et elle pense à la Sarre et aux colonies allemandes. Par ailleurs, Foch insiste sur un point essentiel : il faut être sûr que l'armistice n'est pas provisoire et que l'Allemagne ne sera pas en position de reprendre les hostilités. Le généralissime prépare donc des plans pour entrer en Allemagne et envoyer ses troupes à Berlin.

Les buts de guerre ont été âprement discutés de manière secrète au début du conflit et n'ont jamais été rendus publics. Wilson en soupçonne une partie et va les découvrir pleinement à Paris. Mais les vainqueurs étant en réalité exsangues, le président des États-Unis est en position de force. Son pays ne réclame rien, il s'est battu pour un monde meilleur et une paix définitive. Sans l'apport des troupes américaines, il est probable que Paris aurait été pris à l'été 1918 et que la guerre aurait été perdue. Surtout, les États-Unis sont dans un état de santé économique exceptionnel, ayant d'ailleurs grandement bénéficié des ventes aux belligérants. Les Alliés sont fortement endettés vis-à-vis d'eux. Les contacts personnels ne sont pas mauvais : Clémenceau est marié à une américaine (même s'il s'en est séparé), a vécu aux États-Unis et, surtout, il parle anglais. Wilson paraît prêt à imposer sa paix aux Alliés. Si ces derniers n'acceptent pas les quatorze points, il menace d'en appeler directement aux opinions publiques et même de signer une paix séparée avec l'Allemagne. Mais le président est en réalité affaibli sur le plan intérieur. Il a très mal géré la campagne des élections de mi-mandat : les Républicains ont obtenu la majorité au Sénat ainsi qu'à la Chambre et son ennemi personnel, Henry Cabot Lodge, a été élu chef de la majorité du sénat et président de la commission des affaires étrangères. La création d'une Société des Nations est l'objectif premier de Wilson, mais il sait qu'il aura besoin pour la faire accepter d'une majorité des deux tiers au Congrès. Or, il apprend lors de son voyage à Rome que Théodore Roosevelt, qui aurait pu modérer les Républicains, est décédé. Et c'est le moment où son artériosclérose cérébrale s'accroît, avec ses effets connus : égocentrisme renforcé, trous de mémoire, contrôle émotionnel affaibli, incapacité à écouter les autres. Lorsque Poincaré l'accueille par un discours brillant et sans notes, il en est ulcéré et ne parviendra jamais à dépasser ce qu'il a vécu comme une humiliation.

House et lui sont d'accord : avant d'aborder les sujets controversés, les négociations doivent d'abord porter sur la Société des Nations. Une fois

ce point acquis tout en découlera. Les Français sont prêts à accepter si une force internationale, bras armé de la Société, est créée. Wilson s'y oppose fermement, sachant que les États-Unis n'accepteraient jamais une telle clause. La France renonce provisoirement et, dans le salon de l'Horloge du quai d'Orsay, Wilson, ayant posé devant lui sa bible sur la table, a la satisfaction de voir le projet de création accepté. Comme le texte prévoit dans son article X que, si un pays est attaqué, le conseil se réunit pour remplir ses obligations envers lui, il peut signifier que les États-Unis seront automatiquement impliqués dans des guerres futures. Les Républicains s'opposeront farouchement à une telle disposition. Dans la voiture qui les raccompagne à leur résidence, Edith Wilson voit son mari renverser sa tête sur le siège et elle lui demande s'il est fatigué : « *Je le suppose* », répond-il, « *car un seul petit homme est peu de chose quand l'enjeu est d'une importance si vitale.* » Tant il y tient, le président emporte avec lui à chacune de ses sorties, roulé sous son manteau, le texte de la convention.

Elle doit être présentée aux parlementaires américains, et il retransverse donc l'Atlantique. Face aux critiques, et même simplement aux questions, il se fait cassant, intransigeant, fustige publiquement l'ignorance de ses opposants et menace : ce sera ça, ou pas de traité.

Reparti pour la France afin d'attaquer les négociations de la paix elle-même, House lui fait part à son arrivée des véritables exigences des Alliés et explique que des concessions sont nécessaires si l'on veut parvenir au traité et conforter l'appui à la création de la Société des Nations. Wilson perd alors confiance en House et prend deux initiatives : il explique qu'il n'y aura pas de traité de paix préliminaire sans création de la SDN, et il promet à Clémenceau un traité d'alliance garantissant l'entrée des États-Unis en guerre si la France était attaquée, tout ce dont le Congrès ne veut pas. Face à Clémenceau et Lloyd George, il tient bon sur deux autres points : il ne veut ni d'une république rhénane entre la France et l'Allemagne comme État tampon, ni de réparations qui mettraient l'Allemagne à genoux. Les négociations étant trop dures et compliquées, House suggère à Wilson de décider que les quatre grands discuteront désormais en privé. Ce dernier accepte, sabordant le premier de ses quatorze points, l'un des plus importants à ses yeux, le refus de toute diplomatie secrète. Les Américains veulent limiter le montant des réparations, la France refuse. Elle propose une solution juridique : l'Allemagne reconnaît sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre, et sera donc liée de cette manière. Ce sera l'article 231 du Traité de Versailles, simple clause juridique pour asseoir la nécessité de réparations qui sera considérée par le peuple allemand comme une humiliation. « *Il s'approchait rapidement de cette terre psychique d'où peu de voyageurs reviennent,* » note Freud, « *celle où les faits résultent des désirs, où les amis se transforment en traîtres, et où une chaise d'asile peut devenir le trône de Dieu.* »

Il est vrai qu'il est désormais seul, considérant House comme un Judas et devant affronter Lloyd George et Clémenceau, qui réclame toujours l'occupation de la Sarre et de la Rhénanie. Tenant bon, il se fait traiter

de germanophile. Voulez-vous donc que je rentre aux États-Unis lâchet-il ? Non, mais moi je rentre chez moi, lui lance en retour Clémenceau, qui prend son chapeau et s'en va. « *Il se croit un nouveau Jésus-Christ venu sur terre pour convertir les gens* », déclare le Français et Freud note que, sans être le moins du monde un analyste, il a touché étonnamment juste. « *Au moment où le sort du monde était suspendu à sa personne, il ne trouva pas en lui le courage de lutter* », note Freud à nouveau, qui ajoute : « *Il avait exagéré les dangers qu'il y avait à lutter, et minimisé ses chances de lutter avec succès. Une seule menace de laisser la France seule en face de l'Allemagne aurait pu obliger Clémenceau à transiger ; un seul coup de son "fouet financier" aurait pu mater Lloyd George.* » Ce n'est pas impossible.

Le 4 avril, Wilson reste prostré dans son lit, vomissant, toussant, affligé d'une diarrhée continue, son œil gauche agité de crispations, son épaule quasiment paralysée. Le lendemain, Clémenceau, Lloyd George et Orlando sont dans son bureau, et House fait la navette entre eux et Wilson dans sa chambre. Nouvelles concessions sur les réparations. Le 6 avril, dans l'après-midi, Wilson fait savoir que si la paix n'est pas signée dans le respect des quatorze points, il rentre aux États-Unis, les négociations se déroulant à partir de là au grand jour, devant les opinions publiques. Il câble au secrétaire au Trésor de ne plus accorder aucun prêt aux Alliés et demande que le George Washington revienne à Brest, prêt à le ramener au pays. L'apprenant, Clémenceau s'inquiète : « *C'est du bluff, n'est-ce pas ?* ». Le médecin du président lui rétorque que Wilson n'est pas homme à bluffer. C'est en réalité son dernier sursaut. Le 9 avril, Wilson apprend que le rappel du Washington a été très mal perçu par la presse américaine et que les prêts aux Alliés ont déjà été signés sans qu'on puisse revenir sur leur octroi. Il accepte les demandes de Clémenceau sur la Sarre et les réparations. Le 15 avril, il accepte encore l'occupation de la Rhénanie. Le 30 avril, il concède l'occupation du Shantung chinois aux Japonais. Froidement clinicien, Freud commente : « *Il se peut aussi qu'il ne prît aucune décision et qu'il se désagrégea purement et simplement.* » Pour tenir psychologiquement, Wilson dut se convaincre que l'essentiel était la Société des Nations. De toute façon, une fois sur pied, s'imaginait-il, elle pourrait revenir sur tous les points du Traité qu'il avait dû abandonner aux Alliés, très exactement à son corps défendant, ce malheureux corps qui l'avait abandonné. Il pouvait donc céder sur tout, ou presque.

Le 7 mai, à Weimar, après avoir lu le projet de traité, le président de l'assemblée de la nouvelle république allemande a ces mots : « *Il est incompréhensible qu'un homme qui a promis au monde une paix juste, sur laquelle pourrait être fondée une Société des Nations, ait pu aider à élaborer ce projet dicté par la haine.* » Dix jours plus tard, William Bullitt, membre de la délégation américaine et co-auteur du livre sur Wilson avec Freud, envoie au président sa lettre de démission. Il y explique : « *Les décisions injustes de la Conférence en ce qui concerne le Shantung, le Tyrol, la Thrace, la Hongrie, la Prusse-Orientale, Dantzig, la vallée de la Sarre, et l'abandon du principe de la liberté des mers, rendent de nouveaux conflits inévitables. Je suis convaincu que la Société des Nations actuelle sera impuissante à les*

*empêcher, et que les États-Unis y seront entraînés par les obligations prises dans le Pacte de la Société et l'accord spécial conclu avec la France.* » Bullitt reproche à Wilson d'avoir mené les négociations en secret plutôt qu'au grand jour. Publiée, la lettre fait grand bruit. Wilson n'y répondra pas.

Revenu aux États-Unis, il présentera le traité au Congrès et, pour peser sur le vote, décidera de faire une tournée de *meetings* dans le pays. À des Moines, Iowa, il déclare à propos du traité de Versailles : « *Je veux affirmer que c'est une réussite sans égale de la civilisation pensante. Jusqu'à mon dernier jour, je considérerai comme le plus grand privilège de ma vie d'avoir pu apposer mon nom sur un tel document.* » Et à Spokane, État de Washington : « *C'est une assurance à 90 % contre la guerre.* ». Ajoutant : « *Je crois en la divine providence. Si je n'y croyais pas, je deviendrais fou. Si je pensais que la direction des malheureuses affaires de ce monde dépend de notre intelligence limitée, je ne saurais comment retrouver ma raison.* » Le 25 septembre, à Pueblo, dans le Colorado, son discours atteint au délire : « *Les vainqueurs n'ont pas demandé un pouce de terre, ni la marque la plus infime de soumission à leur autorité.* » Probablement croyait-il à ce qu'il disait. « *Il avait une faculté extraordinaire d'ignorer les faits* », dit Freud, « *et une foi immense dans les paroles.* » La nuit suivante, dans le train, il s'effondra définitivement et on dut le ramener à la Maison Blanche. Trois jours plus tard il s'écroulait dans la salle de bain, victime d'une thrombose de l'hémisphère droit qui paralysa toute la partie gauche de son corps. Il resta président encore dix-huit mois, et mourut deux ans plus tard, le 3 février 1924. Il pensait que l'élection présidentielle serait un vaste référendum populaire en faveur de l'adoption du projet de la SDN : ce fut un Républicain, Harding, qui fut élu. Ses dernières forces furent pour refuser toute concession aux parlementaires, ce qui entraîna le vote de rejet. La Société des Nations serait bien créée, mais sans les États-Unis qui l'avaient conçue.

En 1925, House revint sur les événements de l'année 1916 et se demanda si les États-Unis n'avaient pas alors commis leur erreur décisive en n'imposant pas aux belligérants une conférence pour la paix.

\*  
\*\*

Freud, qui lui imputait le démantèlement de l'empire dans lequel il était né et un traité de paix qui ne pouvait conduire selon lui qu'à un nouveau conflit, au moment de commencer son livre, avoue son antipathie pour lui, ressentie dès que son sujet d'étude apparut sur la scène mondiale et qui ne fit, dit-il, que grandir avec les années et tout ce qu'il apprit sur lui – chose étrange pour un thérapeute. Freud ne théorise pas la double contrainte ou *double bind*, la pathologie que crée le fait, pour un individu, d'être face à deux options impossibles pour lui, alors même qu'il en perçoit les effets sur son sujet au moment de son effondrement : « *Il était en face de deux partis qui lui semblaient aussi horribles l'un que l'autre. Manquer à ses promesses et devenir la dupe des Alliés au lieu d'être le Prince de la paix ou être fidèle à ses promesses, supprimer l'aide financière des États-Unis à l'Europe, démasquer Clémenceau et Lloyd George, rentrer à Washington et abandonner l'Europe et lui-même... à quoi ?* » Au lieu

de cela, le livre ne manifeste quasiment aucune empathie pour le président analysé, plutôt une détestation continue et générale, et propose des interprétations bizarres<sup>1</sup> qui, lorsqu'il parut, firent dire aux psychanalystes que Freud ne devait pas y être pour grand-chose. Les archives publiées depuis montrent pourtant qu'il en est bien l'auteur. Un peu plus loin dans son introduction, le thérapeute viennois mentionne comme en passant un sentiment de compassion qui semble malgré tout lui avoir fugitivement échappé, « *une sympathie particulière, mêlée de pitié, comme celle que l'on éprouve, en lisant Cervantès, pour son héros, le naïf chevalier de la Manche.* » ■

### Références

- Baeyens André (2014) *La damnation de Woodrow Wilson*, Sion, Xenia.
- Freud Sigmund & Bullitt William C. (2005) *Le président Thomas Woodrow Wilson. Portrait psychologique*, Paris, Petite Bibliothèque Payot.
- Stafford Mark (2013) "La pathologie de la norme : la troublante analyse de Woodrow Wilson par Freud", *Essaim*, vol. 31, n° 2, pp. 19-32.
- Yagoda Ben (2018) "Psycho-Analyzing the President. What Drove Sigmund Freud and his American Co-author to Write a Scandalous Biography of Woodrow Wilson?" *Smithsonian Magazine*, September.  
<https://www.smithsonianmag.com/history/what-drove-sigmund-freud-write-scandalous-biography-woodrow-wilson-180970042/>